

le 28 janvier 2008

Nicolas Sarkozy s'est invité lors de la cérémonie en l'honneur d'Albert Fert, le 28 janvier 2008 à l'université Paris-Sud. Son discours a oscillé entre la confirmation des orientations qu'il avait affichées pendant la campagne électorale, et l'énoncé de contre-vérités flagrantes. C'est donc un discours de passage à l'acte, confirmant les analyses que nous avons faites depuis des mois en ce qui concerne les intentions du pouvoir politique, que nous avons écouté avec consternation.

Citons : "*les organismes de recherche devenus agences de moyen davantage qu'opérateurs, mettront en oeuvre la politique scientifique*" définie par le gouvernement. "*Les organismes pourront ainsi, en étroite concertation avec l'ANR, se consacrer pleinement à leur mission, à savoir le pilotage des recherches menées dans les universités*". Comme nous l'avions dit, la loi sur les universités n'est pas destinée à donner à ces dernières une plus grande autonomie scientifique : la perte d'initiative des organismes de recherche ne sera pas à leur profit, mais bien à celui du gouvernement. Cela s'organisera notamment grâce à l'Agence Nationale de la Recherche au détriment du financement de base des laboratoires.

En ce qui concerne les personnels, on retiendra la mise en extinction du statut de chercheur. La seule possibilité pour pouvoir consacrer pendant plusieurs années "l'essentiel de son activité à la recherche" serait de passer par un statut d'enseignant-chercheur contractuel : "la loi sur l'autonomie [1] et les responsabilités des universités comporte tous les outils permettant de le faire" ! Naturellement, aucune perspective de développement de l'emploi scientifique n'a été annoncée.

Au chapitre des approximations, détournements, et contre-vérités, on relèvera d'abord un chiffre surprenant : la France consacrerait 0,51% de son PIB à la recherche fondamentale. Ce chiffre n'existe nulle part, car il est impossible à mesurer fidèlement au niveau de chaque pays. Dans un autre registre, Nicolas Sarkozy se lamente que "*si peu de brillants esprits étrangers [soient] attirés par notre pays*", alors qu'ils forment le quart des recrutements de chercheurs du CNRS. Cela sera-t-il encore le cas quand le statut de chercheur aura disparu ?

Autre aspect, le président de la République oppose le financement "*récurrent*" des laboratoires, dont il est sous-entendu qu'il est "*indéfiniment reconduit sans évaluation*", au financement sur projet, alors que justement dans ce dernier cas il n'y a pas d'évaluation a posteriori, et que ce sont les laboratoires qui sont évalués sur leur activité passée.

La tactique de communication est claire : il s'agit de noircir le tableau à l'excès pour mieux imposer ses "solutions". Des solutions dont il prétend qu'elles vont "*sauver la recherche*". Nous oscillons, là aussi, entre l'exaspération de la petite récupération politicienne, et l'indignation face aux propos prononcés (qui n'étaient dans le discours écrit) laissant entendre que nos positions se résumeraient à l'immobilisme. Nicolas Sarkozy feint de ne pas comprendre que le mouvement peut s'effectuer dans plusieurs directions, pas une seule, pas seulement celle qu'il nous impose. Celle-ci est en contradiction flagrante avec le message qu'Albert Fert a développé juste avant lui, où il nous expliquait le profit qu'il a pu tirer des atouts de la recherche française.

Nous ne sommes plus dans la politique-fiction. Après le rapport Attali, le discours de Sarkozy confirme que nous sommes face à une déstabilisation effective de notre système de recherche. L'heure n'est plus à l'exégèse des discours, nous appelons tous les responsables d'organismes et d'universités, les directeurs de laboratoires, les membres d'instances scientifiques, tous les personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur, à prendre ouvertement position contre la politique qui nous est imposée. Nous proposerons dans les jours qui viennent des modalités par lesquelles nous tenterons de faire obstacle à sa mise en place.

[1] sic ! le vrai terme est *libertés*...

